

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 22/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sarl Ets CHRISTIAENS

RD 87 - Le Bochet de la Lorraine
02400 Épaux-Bézu

Références : LD/188-2025
Code AIOT : 0006200851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement Sarl Ets CHRISTIAENS implanté Le Châtelet 55700 Mouzay. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarl Ets CHRISTIAENS
- Le Châtelet 55700 Mouzay
- Code AIOT : 0006200851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHRISTIAENS dispose d'un arrêté préfectoral n° 2013-2405 du 14 octobre 2013, autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) sur le territoire des communes de Mouzay et Lion-devant-Dun.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 11.3	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Plan de phasage	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.7.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.2.9	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.2.12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site de la carrière a mis en évidence les écarts significatifs suivants aux dispositions réglementaires :

- absence de garantie financière disponible, en dépit de son caractère obligatoire et permanent ;
- modification du phasage d'exploitation sans information préalable à l'autorité préfectorale ;
- absence de plan de carrière à jour conforme aux prescriptions cartographiques ;

- défaut de dispositif d'aspiration pour la lutte contre l'incendie, ne permettant pas de garantir l'approvisionnement requis en cas de sinistre.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est par conséquent proposé à Monsieur le Préfet.

Par ailleurs, l'incomplétude du suivi piézométrique (un ouvrage non suivi sur les sept prescrits) fait l'objet d'une demande d'action corrective et de justificatif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 11.3
Thème(s) : Situation administrative, Etablissement des garanties financières
Prescription contrôlée : [...] <p>En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée à l'article 11.2. du présent arrêté. Notamment, le document correspondant doit être disponible au siège de l'entreprise ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.</p> [...]
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter un document attestant de l'existence d'une caution solidaire. Il a précisé que le calcul du montant actualisé, intégrant la mise à jour selon l'indice TP01 en vigueur, avait été finalisé en février 2025 ; ce calcul ayant été présenté à l'inspection lors du contrôle.</p> <p>Les nouvelles valeurs ont été transmises à l'établissement bancaire le 6 mars 2025. Ce dernier a précisé à l'inspection en date du 11 avril 2025 que l'acte de cautionnement était en cours d'établissement.</p> <p>L'inspection rappelle que la demande de mise à jour des garanties financières a été formulée dès septembre 2024. Bien que l'exploitant justifie le délai par des ajustements de phasage liés à la découverte de vestiges archéologiques en 2021, l'inspection rappelle que la société est tenue de disposer à tout moment de garanties financières.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit produire une attestation de garanties financières telle que définie par le Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Plan de phasage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Respect des plans de phasage
Prescription contrôlée : [...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitation de la zone 2 avait été interrompue avant son achèvement et que l'exploitation s'était poursuivie sur la zone 1. Cette modification fait suite à l'arrêté préfectoral n° 2021/L168 du 22 février 2021 prescrivant la réalisation d'une fouille d'archéologie préventive, pris à la suite d'un diagnostic réalisé en 2020 ayant révélé la présence de vestiges archéologiques significatifs. En conséquence, les travaux sur la zone 2 ont été suspendus dans l'attente de la réalisation complète des fouilles prescrites par le Service régional de l'archéologie. Bien que l'exploitant ait précisé que l'ouverture de la zone 1 ait été anticipée afin d'assurer la continuité de l'activité, l'inspection rappelle que toute modification des conditions d'exploitation <u>doit être portée préalablement à la connaissance de l'autorité compétente</u> , accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 II du Code de l'environnement. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre au Préfet un <u>document d'actualisation du plan de phasage</u> , intégrant les évolutions constatées sur le site, précisant les <u>ajustements apportés au calendrier de réaménagement</u> et <u>mettant à jour les éléments liés aux garanties financières</u> . Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,

- les zones remises en état,
- le maillage relatif à la mise en place des matériaux inertes (découverte) dans le cadre du réaménagement,
- la position des ouvrages visés à l'article 8.3.2 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan à jour de la carrière.
L'inspection rappelle que ce plan doit être établi à une échelle adaptée à la superficie du site, comporter l'ensemble des éléments listés à l'article 8.4.1, et être mis à jour au moins une fois par an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan de la carrière à jour, daté, intégrant l'ensemble des éléments exigés à l'article 8.4.1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.2.9

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement

Prescription contrôlée :

Les remblaiements réalisés au sein du périmètre autorisé de la carrière (aménagement, remise en état, ...) sont effectués avec des matériaux de découverte (stériles) et des terres végétales issues de l'exploitation. Aucun dépôt de matériaux non liés directement à l'exploitation n'est autorisé, et aucun remblai n'est importé sur le site.

L'exploitant s'assure au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas de nature à dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. Il étudie et veille par ailleurs au maintien de la stabilité de ces dépôts dans le temps.

Constats :

Aucun apport extérieur de matériaux n'a été constaté. Les remblaiements sont réalisés uniquement avec les matériaux de découverte et les terres végétales issues de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.2.12

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la production de la carrière
Prescription contrôlée : En vue de s'assurer du respect de l'impératif d'équilibre entre les exportations et les importations de matériaux alluvionnaires dans le département de la Meuse, chaque trimestre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un bilan des quantités extraites et des lieux d'emploi des matériaux.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel en date du 16 avril 2025, les éléments relatifs au 1er trimestre 2025. Les données communiquées comprennent les informations issues de la bascule du site, détaillant : <ul style="list-style-type: none"> • les tonnages mensuels des produits extraits, • la répartition des flux entre la France et la Belgique, • un détail client par destination géographique (France ou Belgique), • une distinction entre les produits issus de l'extraction sur site et les produits de négoce. Les informations fournies permettent d'avoir un suivi du flux des matériaux alluvionnaires dans le département de la Meuse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d’eau de procédé

Prescription contrôlée :

Rejets directs dans le milieu naturel :

Les eaux rejetées directement dans le milieu naturel doivent satisfaire aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites *
Température	inférieure à 30 °C
pH	compris entre 5,5 et 8,5
Matières en suspension totales (MEST)	35 mg/l (norme NF T 90 105)
Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.)	125 mg/l (norme NF T 90 101)

Hydrocarbures	5 mg/l (norme NF T 90 114)
Modification de couleur du milieu récepteur	100 mg Pt/l.

* Ces valeurs limites sont à respecter pour tout prélèvement instantané.

L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur, selon une fréquence semestrielle, en période de hautes eaux et de basses eaux, une surveillance qualitative des eaux du plan d'eau recevant les eaux de procédé de l'unité de criblage/lavage, sur les paramètres listés ci-dessus.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a consulté les derniers rapports d'analyse des eaux de surface, datés du 23 mai 2024, portant sur les deux points de contrôle prévus : l'étang et le point PZ2. Aucun écart n'a été constaté au regard des résultats transmis.

L'inspection constate que cette surveillance est réalisée de façon annuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne d'analyse des eaux, afin de respecter la fréquence semestrielle imposée. Pour rappel, la période de basses eaux est comprise entre les mois de juin à septembre et la période de hautes eaux des mois d'octobre à février.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un suivi piézométrique semestriel, afin d'étudier les fluctuations de la nappe au cours de l'exploitation. Ce suivi est effectué en période de hautes eaux et de basses eaux, sur le réseau piézométrique (7 ouvrages) présent au sein du périmètre autorisé de la carrière.

Les résultats de ce suivi piézométrique sont consignés dans un registre conservé sur le site par l'exploitant. Ce document est mis à disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

<p>Le registre de suivi piézométrique a été présenté sous forme de tableur. Il indique que les relevés sont réalisés en période de hautes eaux et de basses eaux, conformément à la fréquence semestrielle prescrite.</p> <p>Toutefois, l'inspection a constaté que seuls six piézomètres sont actuellement suivis, alors que la prescription impose un suivi sur sept ouvrages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'inclure dans le suivi piézométrique l'ensemble des sept ouvrages présents dans le périmètre autorisé. Le suivi doit être mis à jour dès la prochaine campagne de mesures et le registre actualisé doit être communiqué à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation et l'ensemble des véhicules présents sur la carrière sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes à la réglementation en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par une société spécialisée.</p> <p>Un point d'aspiration est disponible à moins de 200 m de la centrale de malaxage sur l'un des plans d'eau du site, permettant la mise en aspiration des engins des services départementaux d'incendie et de secours, et de fournir ainsi 120 m³ d'eau en 2 heures pour permettre de combattre un incendie.</p> <p>Les abords de la carrière sont régulièrement débroussaillés et débarrassés des herbes sèches.</p> <p>L'alerte des secours publics est facilitée par la mise à disposition de moyens téléphoniques fixes et/ou mobiles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle réalisé sur site, il a été constaté que la centrale de malaxage avait été démontée. En conséquence, la référence à un point d'aspiration situé à moins de 200 mètres de celle-ci n'est plus pertinente.</p> <p>Par ailleurs, aucun point d'aspiration permettant la mise en œuvre rapide des moyens d'intervention des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) n'a été identifié sur le site. Cette situation ne permet pas de garantir la disponibilité des 120 m³ d'eau en 2 heures.</p> <p>Les véhicules présents sur la carrière sont dotés d'équipements de lutte contre l'incendie, mais aucun justificatif de vérification par une société spécialisée n'est disponible.</p> <p>Les abords de la carrière sont entretenus et les zones périphériques sont régulièrement</p>

débroussaillées.

Des moyens de communication mobile sont disponibles sur site, permettant d'assurer l'alerte rapide des secours en cas de besoin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu de l'absence de point d'aspiration opérationnel sur le site, l'inspection demande à l'exploitant de disposer d'une solution alternative permettant d'assurer l'approvisionnement en eau nécessaire à la lutte contre l'incendie ; cette solution alternative devant faire l'objet d'une proposition préalable accompagnée de tous les éléments techniques justifiant de sa faisabilité et de son efficacité opérationnelle.

Par ailleurs, l'inspection demande la transmission des justificatifs de vérification annuelle des équipements de lutte contre l'incendie présents sur les véhicules, établis par une société spécialisée.

Enfin, l'inspection rappelle que toute modification des conditions d'exploitation, notamment lorsqu'elle concerne le retrait d'installations telles que la centrale de malaxage ou les dispositifs de sécurité prévus dans l'arrêté d'autorisation, doit faire l'objet d'une information préalable auprès de l'autorité compétente, accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires, conformément à l'article R.181-46 II du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois